

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

Union – Discipline –Travail



MINISTERE DU PLAN

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE

PROJET DE BUDGET 2017

SEPTEMBRE 2016

SOMMAIRE

INTRODUCTION	3
I- PRINCIPE DE GOUVERNANCE	3
II- CONCEPTION ET ELABORATION DU BUDGET	3
A- LE BUDGET D'EXPLOITATION PREVISIONNEL.....	4
1- NOTE DE PRESENTATION.....	4
2- LE COMPTE DE RESULTAT PREVISIONNEL	13
B- Bilan prévisionnel.....	22
C- Le Budget d'Investissement.....	23
D. TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET EMPLOIS	24
D- LE BUDGET DE TRESORERIE	24
PAGE D'APPROBATION	26
ANNEXES.....	28
I- l'Organigramme de l'INS : (ANNEXE 1)	29
II- Cadre organique des emplois : (ANNEXE 2)	30
III- Répartition du capital : (ANNEXE 3)	30
IV- Liste des administrateurs en fonction : (ANNEXE 4).....	30
V.1 Tableau prévisionnel trimestriel des produits (ANNEXE 5).....	31
V.2 Tableau prévisionnel trimestriel des charges (ANNEXE 6).....	32
VI- Etat récapitulatif des projets 2015 (ANNEXE 7)	30
ANNEXES SUITE A LA LETTRE N°893/MPMB/DPP/KAY DU 10 OCTOBRE 2014.....	33

INTRODUCTION

L'INS est financé à la fois par une subvention de l'Etat et des ressources propres provenant de la vente des publications, les prestations de travaux et des projets.

Contrairement aux termes de l'article 31 de la loi n°97-519 du 04 septembre 1997, portant définition et organisation de société d'Etat qui stipule que : «lorsque l'Etat confie à une société d'Etat une mission de service public, il est obligatoirement conclu entre l'Etat et cette société une convention définissant la mission confiée, son étendue, les conditions et les modalités de son exécution et de sa rémunération ainsi que d'une façon générale l'ensemble des obligations notamment financières à la charge respective de la société et de l'Etat», l'INS est financé par une subvention allouée par la Direction Générale du Budget .

I- PRINCIPE DE GOUVERNANCE

Les lois n°97-519 et n°97-520 du 04 septembre 1997 portant respectivement définition et organisation des SOCIETES D'ETAT et des SOCIETES A PARTICIPATION FINANCIERE PUBLIQUE prescrivent dans leurs dispositions (Art. 42 loi 97-519 et Art. 23 loi 97/520) l'obligation d'approbation de leurs budgets annuels par Monsieur le Ministre de l'Economie et des Finances, ces budgets étant préalablement adoptés par leur conseil d'Administration.

En exécution de ces lois et conformément aux missions à elle assignées, la DIRECTION DES PARTICIPATIONS ET DE LA PRIVATISATION (DPP) procède à l'examen des projets de budget qui sont soumis par les Entreprises publiques. L'examen ainsi effectué permet de rédiger une note et des conclusions permettant au Ministre de l'Economie et des Finances de se prononcer sur l'approbation ou le rejet dudit budget.

Dès lors, la transmission des budgets prévisionnels à la DPP par les entreprises publiques dans les délais prescrits s'avère nécessaire, en vue de satisfaire aux dispositions législatives en vigueur.

Aussi, l'élaboration des projets de budget sur la base du présent guide permettra d'effectuer les analyses fines et complètes sur les projections faites par les entreprises publiques.

II- CONCEPTION ET ELABORATION DU BUDGET

Le budget 2017 de l'INS s'inscrit dans la dynamique du redressement de ladite structure.

Il est conçu dans la perspective d'une gestion équilibrée devant mettre fin aux déficits connus sur plusieurs exercices antérieurs.

Le budget pour la gestion 2017 devra permettre à l'INS d'assurer les activités régaliennes de production de statistique à lui confiée par l'Etat et que lui seul en à la technicité et les qualifications.

Le coût de production des statistiques régulièrement mises à la disposition de l'Etat et de ses démembrements s'élève à 2 316 658 000 Francs CFA, décomposé comme suit :

Frais de personnel : 1 950 000 000 Francs CFA

Achats de biens et services : 366 658 000 Francs CFA.

Ce montant représente la subvention demandée par l'INS pour la gestion 2017.

En plus de la production régulière, l'INS se propose d'opérationnaliser l'ouverture des services statistiques dans sept (07) ministères pour un coût de 540 960 000 Francs CFA.

Il s'agit d'une nouvelle activité. Dans ce chapitre, elle se propose de produire des tableaux de bord sociaux, les rapports sur les infrastructures socioéconomiques et la production de la base des données socioéconomiques de la Côte d'Ivoire. Le tout pour un coût de 258 307 000 Francs CFA.

La demande de subvention pour les nouvelles productions s'élève à 709 267 000 Francs CFA.

Ci-dessous, le détail des coûts de production des données statistiques pour la gestion 2017.

DOMAINES	PRODUITS STATISTIQUES		Quantité/an de parution	Activités	COÛT DE FONCTIONNEMENT (x 1000 FCFA)					Total général du coût de fonctionnement
	Libellé	Périodicité (nombre/ann)			Coût total du Personnel Technique (45%)	Coût total du personnel d'appui technique (10%)	Coût total du Personnel d'appui Administratif et financier (5%)	Coût de diffusion (5%)	Autres charges de fonctionnement (35%)	
	Tableau de Bord Social	1	200	Production du Tableau de Bord Social (conception, collecte secondaire, traitement et analyse, diffusion)	33 547	7 455	3 727	3 727	26 092	74 549
	Annuaire des statistiques démographiques et sociales	1	200	Production de l'annuaire (conception, collecte secondaire, traitement et analyse, diffusion)	15 541	3 454	1 727	1 727	12 088	34 537
	Annuaire des statistiques économiques	1	200	Production de l'annuaire (conception, collecte secondaire, traitement et analyse, diffusion)	14 182	3 152	1 576	1 576	11 030	31 515
	Annuaire des statistiques régionales	1	2600	Production de l'annuaire (conception, collecte secondaire, traitement et analyse, diffusion)	125 902	27 978	13 989	13 989	97 924	279 783
	Rapport sur les infrastructures socio-économiques	1	200	Collecte de données sur les infrastructures socio-économiques et rédaction du rapport	29 267	6 504	3 252	3 252	22 763	65 037
	Centralisation et archivage des données	1	600	Collecte des bases de données, centralisation et archivage des bases de données, mise à jour de la banque de données	39 067	8 682	4 341	4 341	30 386	86 816
	Base de données socio-économiques de la Côte d'Ivoire	1	-	Collecte des données, centralisation des données, mise à jour de la base de données	12 924	2 872	1 436	1 436	10 052	28 721
	Annuaire des statistiques de l'énergie	1	200	Production de l'annuaire (conception, collecte secondaire, traitement et analyse, diffusion)	7 080	1 573	787	787	5 507	15 733
	Programme annuel d'activités statistiques du Système Statistique National	1	200	Production du Programme annuel (collecte primaire de données, compilation des informations, rédaction et diffusion)	8 748	1 944	972	972	6 804	19 440
	Rapport sur le fonctionnement du Système Statistique National	1	200	Production du rapport sur le fonctionnement du SSN (collecte primaire de données, compilation des informations, rédaction et diffusion)	8 748	1 944	972	972	6 804	19 440
	Journée Africaine de la Statistique	1	200	Organisation des ateliers/réunions/conférences sur la statistique	8 748	1 944	972	972	6 804	19 440
	Annuaire des statistiques émergentes	1	200	Production de l'annuaire (conception, collecte secondaire, traitement et analyse, diffusion)	20 570	4 571	2 286	2 286	15 999	45 711
	Annuaire des statistiques des ressources végétales	1	200	Production de l'annuaire (conception, collecte secondaire, traitement et analyse, diffusion)	12 588	2 797	1 399	1 399	9 791	27 974
	Annuaire des statistiques de la pêche et de l'élevage	1	200	Production de l'annuaire (conception, collecte secondaire, traitement et analyse, diffusion)	12 588	2 797	1 399	1 399	9 791	27 974
Agriculture, Elevage, Pêche	Bulletin statistique de la	4	800	Production du Bulletin (collecte secondaire,	11 142	2 476	1 238	1 238	8 666	24 761

[illegible]

Le budget 2017 est la traduction chiffrée des actions et des objectifs que la Direction Générale s'est fixés. Il s'équilibre en ressources et en emplois à la somme de **2 701 902 427 Francs CFA**.

A- LE BUDGET D'EXPLOITATION PREVISIONNEL

Le budget encadre les prévisions de ressources et autorise les dépenses relatives au plan d'actions correspondant aux objectifs définis par l'entreprise et comportant les moyens arrêtés pour atteindre ses objectifs.

1- NOTE DE PRESENTATION

Elle a pour objet d'instruire utilement l'actionnaire Etat sur l'évolution du climat des affaires (international et national) d'une part, et d'autre part, sur le bilan des activités de l'exercice 2016 et le PAO de l'exercice à venir.

1.1- Contexte économique (international et national)

a) Environnement international.

Au niveau international, l'activité économique continue d'être influencée par trois transitions importantes que sont (i) le ralentissement progressif de l'activité économique en Chine et son rééquilibrage de l'investissement et de l'industrie manufacturière vers la consommation et les services, (ii) la baisse des prix de l'énergie et d'autres produits de base, et (iii) un durcissement progressif de la politique monétaire aux États-Unis dans le contexte d'une reprise résiliente, tandis que les banques centrales de plusieurs autres grands pays avancés continuent d'assouplir leur politique monétaire.

Ainsi, l'activité économique en 2015 a enregistré un ralentissement (3,1% contre 3,4% en 2014) lié à un fléchissement d'activités dans les pays émergents et en développement (4,0% contre 4,6% en 2014) et à une reprise modeste d'activités dans les pays avancés (2,0% contre 1,9% en 2014).

Les perspectives de l'économie mondiale en 2016 tablent sur une croissance mondiale de +3,0% en 2016 contre 3,1% en 2015. Cette progression s'expliquerait, en dépit du ralentissement actuel en Chine, principalement par les prévisions d'un redressement progressif de la croissance dans les pays qui connaissent aujourd'hui des difficultés économiques, notamment le Brésil, la Russie et certains pays du Moyen-Orient, bien que ce redressement partiel puisse lui-même être compromis par de nouveaux chocs économiques ou politiques.

b) Evolution de l'activité nationale.

La volonté du Gouvernement d'asseoir les fondements d'une économie émergente et les réformes entamées devraient conduire à un taux de croissance à 9,3% en 2016 contre 9,2% en 2015. Cette croissance volontariste et soutenue depuis 2012 devrait s'appuyer sur le plein effet des efforts d'amélioration du climat des affaires et un rythme accéléré d'exécution des investissements dans les secteurs moteurs de la croissance tant transversaux que verticaux.

En outre, les hypothèses du cadrage macroéconomique prennent en compte les mesures prises par le Gouvernement et les orientations stratégiques contenues dans le PND 2016-2020 pour accompagner efficacement l'activité économique et faire de la Côte d'Ivoire un pays émergent à l'horizon 2020.

Ces mesures et orientations portent notamment sur :

- i. la consolidation de la normalisation sociopolitique ;
- ii. le renforcement du cadre de financement des PME et PMI ;
- iii. l'amélioration de la compétitivité des entreprises ;
- iv. la consolidation de l'environnement des affaires ;
- v. la poursuite des réformes structurelles notamment dans le secteur financier ;
- vi. la facilitation des investissements et de la création d'entreprises (adoption des codes miniers et d'investissement) ;
- vii. la hausse des revenus des ménages, le relèvement du SMIG et l'amélioration des revenus des producteurs agricoles ;
- viii. la multiplication des forums économiques en vue d'accroître les investissements directs étrangers ;
- ix. la réhabilitation des zones industrielles existantes et la création de nouvelles zones.

II.1 - EVOLUTION DES PRINCIPAUX SECTEURS

II.1.1 - L'OFFRE GLOBALE

En 2016, l'offre globale serait surtout marquée par une progression du secteur secondaire (16,8% contre 13,2% en 2015) et du secteur tertiaire (10,8% contre 10,3% en 2015). Quant au secteur primaire, sa croissance ralentirait pour s'afficher à 2,0% contre 2,7% en 2015.

II.1.1.1- Le secteur primaire

Le secteur primaire en 2016 connaîtrait une hausse de 2,0%, tirée par l'agriculture vivrière (7,4% contre -0,9% en 2015). Ce secteur bénéficierait des investissements dans le secteur agricole à travers la mise en œuvre du PNIA entamée depuis 2012 qui a permis de consolider les fondements d'une croissance durable.

II.1.1.1.1- L'agriculture vivrière et l'élevage

L'agriculture vivrière progresserait de 7,4% contre -0,9% en 2015 grâce au renforcement et au dynamisme des principales productions vivrières notamment le manioc et le maïs. En effet, la production de manioc devrait atteindre 4 547 924 tonnes et celle du maïs 967 196 tonnes sur l'année 2016, en hausse respectivement de 3,6% et 6,8% par rapport à la réalisation de 2015.

II.1.1.1.2 - L'agriculture d'exportation

L'agriculture d'exportation serait en baisse de 5,4% en 2016 contre une hausse de 8,2% en 2015. Cette baisse serait liée à la diminution de la pluviométrie, à la réduction des productions de café et de cacao due au renouvellement du verger pour les deux spéculations et à la maladie du swollen shoot pour le cacaoyer. Ainsi, dans le cadre de la lutte contre cette maladie, au total 3 400 ha de plantations infectées par la maladie ont été arrachés à fin décembre 2015 sur un objectif de 6 000 ha à atteindre à fin mars 2016. Les producteurs concernés par cette opération, ont reçu de l'herbicide pour le traitement des parcelles arrachées et des semences de vivriers (arachide, maïs, niébé) pour compenser la perte de revenu liée à la production de cacao. Les producteurs engagés dans la lutte bénéficient d'actions d'accompagnement telles que la fourniture de plants de bananier et de semences de cacao en vue de la replantation des superficies arrachées.

II.1.1.2 - Le secteur secondaire

Le secteur secondaire bénéficierait de la mise en œuvre de la politique industrielle par l'entremise de sept instruments : (i) le renforcement du cadre incitatif afin d'accroître les investissements privés, (ii) l'amélioration de l'environnement des affaires afin d'encourager l'initiative privée nationale et les IDE, (iii) les appuis spécifiques à certaines filières pour le développement de la transformation des matières premières, (iv) le développement des industries manufacturières légères, (v) l'appui à la qualité et lutte contre la contrefaçon pour renforcer la protection des consommateurs et améliorer la compétitivité des entreprises, (vi) la restructuration et la mise à niveau des entreprises pour le renforcement de la compétitivité des entreprises industrielles, (vii) le renforcement et développement des infrastructures industrielles pour disposer d'espaces aménagés et entretenus pour la production industrielle

Ainsi, ce secteur évoluerait de 16,8% en 2016, en relation notamment avec la bonne progression de l'énergie (+41,0%), des BTP (+31,6%), des autres industries manufacturières (+8,0%), des industries agro-alimentaires (+5,0%) et de l'extraction minière (+17,2%).

II.1.1.2.1 - L'extraction minière

Le secteur des mines connaîtrait une hausse de 17,2% contre 26,3% en 2015 due à l'augmentation de la production de pétrole brut et de l'or. En effet, la production de pétrole brut passerait de 29 411,4 barils/jour à 47 362,6 barils/jour et celle de l'or de 23,5 tonnes à 24,0 tonnes en 2016 soit des hausses respectives de 61,0% et 2,1%. Ces hausses sont relatives aux investissements dans les domaines de l'exploration, du développement et de l'entretien des puits et mines existants. Ces activités s'appuieraient sur les facilités des codes minier et pétrolier. La plupart des effets notables sur la production seraient envisagés pour le moyen et long termes. Toutefois, il est escompté une remontée de la production pétrolière à partir de l'année 2016.

II.1.1.2.2 - L'industrie manufacturière

Elle connaîtra une bonne performance due à ses composantes industries agroalimentaires (+5%) et autres industries manufacturières (+8%), tirées principalement par la fabrication de textiles, les ouvrages en métaux, le travail du cuir, l'édition et l'imprimerie. Ces progressions seraient le fait de la poursuite des projets d'investissements publics et privés, de la conquête de nouveaux marchés et du dynamisme de la demande domestique et régionale.

II.1.1.2.3 - L'énergie et les produits pétroliers

Le segment énergie électrique et eau connaîtrait une hausse de 41,0% contre 23,7% en 2015 résultant essentiellement de l'accroissement de la production d'électricité de 18,4%. Cette progression continue est le fait des investissements réalisés dans ce secteur notamment la réhabilitation et le développement du réseau électrique, l'accroissement de la capacité de production d'énergie électrique avec l'installation d'une turbine à vapeur de 139, mégawatts sur le site de la centrale thermique d'Azito, portant à 430 mégawatts, la capacité totale de cette centrale, l'amélioration de la fourniture d'électricité aux populations. Concernant les produits pétroliers, ils seraient en baisse de 1,3% en lien principalement avec la baisse des productions de l'essence (1509,5%), du VGO (44,5%) et du Gasoil (5,3%).

II.1.1.2.4 - La construction

Le BTP (+31,6%) devrait connaître une évolution après sa bonne tenue en 2015. Cette évolution serait due à la poursuite des projets d'investissements publics et privés initiés depuis 2014 et 2015 et à l'entame de nouveaux projets publics dès 2016, notamment la construction du barrage de Soubré, l'aménagement et la valorisation de la baie de Cocody, la réhabilitation de la voirie (Abidjan, Soubré, San-Pédro, etc.) et les axes interurbains, le bitumage des routes Tiébissou - Didiévi, Bouna - Doropo - Frontière Burkina Faso, Bingerville -Eloka-Ebrah, etc et la poursuite du programme de logements sociaux avec 71 chantiers de construction de logements ouverts sur toute l'étendue du territoire national.

II.1.1.3 - Le secteur tertiaire

Le secteur tertiaire devrait bénéficier en 2016 de l'évolution favorable des secteurs primaire et secondaire. Sa consolidation de 10,8% s'expliquerait par l'évolution positive de toutes ses composantes. Le transport enregistrerait une augmentation de 10,0% suite au renforcement du parc auto, à la fluidité routière, au renforcement du trafic maritime et aérien. L'activité commerciale évoluerait de 10,8% en rapport avec le dynamisme de l'activité économique.

II.1.1.3.1 - Le transport

Le secteur du transport enregistrerait une augmentation de 10,0% contre 11,6% en 2015. Cette augmentation proviendrait du renforcement du parc auto, de la fluidité routière et du renforcement du trafic maritime et aérien. Aussi, bénéficierait-il des effets positifs notamment de la réhabilitation et du renforcement des infrastructures routières existantes et des nouveaux projets routiers entrepris par le Gouvernement.

II.1.1.3.2 - Les télécommunications

Les télécommunications connaîtraient une hausse de 9,1% contre 8,9% en 2015 en lien avec l'augmentation du nombre d'abonnés dans le secteur (7,9% par rapport à 2015) et les investissements pour la couverture nationale notamment l'installation des fibres optiques, la réalisation des projets « 1 Citoyen, 1 Ordinateur + 1 Connexion internet », « E-Education », « E-Santé » et « Cyber centres Communautaires ».

II.1.1.3.3 - L'activité commerciale

L'activité commerciale évoluerait positivement en 2016 de 10,8% contre 10,4% en 2015 en rapport avec le dynamisme de l'activité économique lié toujours à la hausse des salaires dans le secteur public et privé ainsi qu'à l'augmentation du revenu agricole issue des reformes dans les filières café-cacao et coton-anacarde.

II.1.1.3.4 - Les autres services

Les autres services augmenteraient de 11,8% en 2016 contre 10,6% en 2015. Cette évolution serait rattachée à la bonne marche de ses composantes notamment l'hôtellerie, le tourisme.

II.1.1.4 - Les droits et taxes

Les droits et taxes poursuivraient leur tendance à la hausse pour s'établir à 7,2% en 2016. Cette évolution serait soutenue par le raffermissement de la consommation des ménages qui bonifierait la TVA et la hausse du volume des produits d'exportation notamment de l'agro-industrie.

II.1.1.5 - Le PIB non marchand

Le secteur non marchand se consoliderait à 2,0% en 2016 contre 7,9% en 2015. Cette croissance serait le fait de l'augmentation des effectifs de la fonction publique due principalement à la mise en oeuvre des politiques de scolarisation obligatoire et de la couverture maladie universelle qui nécessiteraient des recrutements exceptionnels dans le secteur Education-Santé.

II.1.2 - LA DEMANDE GLOBALE

La demande globale bénéficierait de la croissance économique et des politiques d'amélioration des revenus des ménages initiées par le Gouvernement. Sa croissance en 2016 serait confortée par la consommation finale (+8,0%) et les investissements (+28,6%) dont privés (+15,7%).

II.1.2.1 - La consommation finale

La consommation finale ressortirait à 8,0% en 2016 contre 9,5% en 2015 soutenue par l'ensemble de ses branches à savoir la consommation des ménages (+8,9% en 2016 contre +7,7% en 2015) et la consommation publique (+3,5% en 2016 contre +20,0% en 2015). Cette hausse serait due à celle des revenus des ménages salariés et agricoles, à la création d'emplois aussi bien dans le secteur public que privé et serait renforcée par le retour de la BAD à son siège d'Abidjan.

II.1.2.2 - Les investissements

Les investissements augmenteraient de 28,6%, soutenus par les chantiers publics (logements sociaux, construction de l'université de Man, barrage de Soubré, aménagement et valorisation de la baie de Cocody etc.) et le renforcement des outils de production dans le secteur industriel et de la construction. Le taux d'investissement global ressortirait à 23,3% contre 20,1% en 2015 avec un taux d'investissement public de 9,5%.

II.1.2.3 - Le commerce extérieur

Au niveau des échanges extérieurs, les importations de biens et services connaîtraient une hausse (+9,1%) en lien avec les besoins en biens intermédiaires et d'équipement relatifs aux différents investissements prévus notamment les grands travaux d'investissements publics et la production de biens finaux. Quant aux exportations de biens et services, elles enregistreraient une évolution de 2,5% due principalement à la croissance des produits primaires et des produits manufacturiers (agro-industrie, textiles, etc.).

II.1.3 - L'inflation

L'inflation serait maintenue à 1,5% grâce à l'accroissement de l'offre de produits alimentaires, à la poursuite de l'amélioration des circuits de distribution et des voies de desserte agricoles, à un meilleur approvisionnement des marchés et à la politique de lutte contre la cherté de la vie.

C'est dans ce contexte économique, en redressement progressif, que s'élabore le budget de fonctionnement 2017 de l'INS.

1.2- Présentation de la société.

L'Institut National de la Statistique (INS) est une société d'Etat créée par le décret n°96-975 du 18 décembre 1996 et régie par la loi n°97-519 du 4 septembre 1997 portant définition et organisation des sociétés d'Etat.

L'INS est placé sous la tutelle technique et administrative du Ministre en charge du Plan et du Développement et sous la tutelle économique et financière des Ministres auprès du Premier Ministre en charge de l'Economie et des Finances, du budget et du portefeuille de l'Etat.

Il dispose d'un Conseil d'Administration (composé de neuf (09) membres dont un Président) et d'une Direction Générale placée sous un Directeur nommé en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre en charge de la Statistique. Il est contrôlé par deux (02) Commissaires aux Comptes.

Ses missions telles que consignées dans le décret de création sont :

1. Elaborer les comptes de la nation et la centrale des bilans ;
2. Réaliser, en collaboration avec les administrations et organismes publics concernés, le programme annuel ou pluriannuel des recensements et enquêtes ;
3. Mettre en exploitation à des fins statistiques des données issues de la gestion administrative ;
4. Assurer la mise en cohérence et la centralisation puis la synthèse et la diffusion de l'ensemble des données statistiques, économiques et démographiques collectées par les organismes parapublics ;
5. Mettre en place un système statistique permettant l'observation systématique et régulière des divers aspects de l'évolution des faits économiques, financiers, sociaux et démographiques ;
6. Développer les activités statistiques au niveau régional ;
7. Assurer, contre rétribution, l'exécution des travaux et études statistiques d'ordre économique, démographiques ou social à la demande d'organismes privés ou publics, nationaux ou internationaux ;
8. Assurer la liaison avec les services similaires existant à l'étranger ainsi qu'avec ceux des organismes internationaux.

1.3- Evaluation de la mise en œuvre du plan d'actions de l'exercice 2016

a) Les activités réalisées.

1. L'exécution du Plan d'Actions 2016 de l'Institut National de la Statistique (INS) est marquée au premier semestre, par la réalisation de plusieurs activités, notamment la production des comptes nationaux définitifs 2014 et provisoires 2015, l'élaboration d'un certain nombre d'annuaires statistiques, l'achèvement de la collecte de données des enquêtes à indicateurs multiples (MICS-5), sur l'emploi et le secteur informel, ainsi que la poursuite des travaux d'analyse des 18 rapports thématiques du RGPH2014 et des atlas démographiques et des infrastructures.
2. Les Quatre axes stratégiques définis dans le document de stratégie nationale de développement de la statistique, couvrent toutes les activités contenues dans le plan d'action 2016, à savoir : (i) l'amélioration de l'environnement institutionnel et du fonctionnement de l'INS, (ii) le renforcement des capacités logistiques et matérielles de l'INS, (iii) l'actualisation, l'accroissement et la pérennisation de la production statistique de l'INS et (iv) la diffusion, promotion et vulgarisation des produits de l'INS.
3. Dans le cadre de l'amélioration de l'environnement institutionnel et du fonctionnement, l'INS poursuit la mise en place d'importants projets dont la construction d'un site, l'élaboration et la signature des décrets d'application de la loi statistique portant organisation du Conseil national de la statistique, dont l'élaboration de la Stratégie Nationale de Développement de la Statistique (SNSD 2017 - 2021) et la signature de la convention avec l'Etat de Côte d'Ivoire.
4. D'autres activités ont été aussi exécutées. Il s'agit de l'élaboration de la charte d'audit de l'INS, de l'adhésion de l'INS à l'Institut de l'Audit Interne, de l'élaboration et la validation du plan d'audit 2016 et la réalisation de missions d'audit et de contrôle interne et de l'élaboration du document de politique de diffusion de l'INS. Il faut signaler aussi la mise en place d'un comité pour l'élaboration d'une politique de gestion de projets et aussi d'un comité de restructuration, l'élaboration de termes de référence pour le Plan Stratégique de l'INS 2017-2021, etc.
5. Au niveau du renforcement des capacités logistiques et matérielles de l'INS, nous notons l'organisation de plusieurs ateliers internes de formation des auditeurs internes et la participation à une formation relative à l'annexe fiscale 2016. Il faut aussi indiquer l'appui à des ministères à la production d'annuaires statistiques, à la production de statistiques courantes et à la réalisation des études et enquêtes.
6. Concernant l'actualisation, l'accroissement et la pérennisation de la production statistique de l'INS, il faut indiquer la production des comptes nationaux définitifs 2014 et provisoires 2015, le démarrage effectif de la

codification des états financiers 2014, la collecte des données pour la confection des annuaires statistiques ainsi que la production des indices harmonisés de prix à la consommation (IHPC) et de production industrielle (IHPI) des derniers mois de l'année 2015 et des deux premiers mois de l'année 2016.

7. Il faut aussi noter les travaux importants en cours sur les statistiques sociales : les résultats préliminaires de l'enquête emploi et secteur informel sont disponibles, la poursuite de la consolidation de la base de données de la MICS, la fin de la collecte de données pour MICS-Paludisme, les travaux sur les analyses approfondies de la pauvreté, l'identification des bénéficiaires du programme filets sociaux, l'analyse des droits des enfants dans la cacao culture, la poursuite des travaux préparatoires de plusieurs autres études (CIPHIA, PMA, Violence contre les Enfants, etc.).

8. Dans le domaine de la diffusion, promotion et vulgarisation des produits de l'INS, une promotion des activités et des événements a été faite avec une couverture médiatique des activités. La mise à jour du site Internet de l'INS est réalisée régulièrement.

9. Du point de vue des difficultés qui entravent la bonne marche des activités de l'INS, il faut noter l'absence de siège propre, ce qui rend difficile le suivi des agents au quotidien, l'insuffisance du personnel statisticien, qui est résolue de façon provisoire, par l'utilisation des stagiaires de l'ENSEA et des universités de la place.

En perspectives, le dernier trimestre 2016 sera axé sur les points suivant : la restructuration, la politique de gestion des projets, l'amélioration de la visibilité de l'INS, la poursuite des travaux en cours.

b) L'exécution du budget 2016.

L'exécution du budget estimé au 31 décembre 2016 est marquée par un résultat positif estimé des activités ordinaires de **232 976 542 Francs CFA**.

Malgré les efforts en-cours, le niveau d'endettement de la structure est toujours élevé. Les dettes inscrites au bilan au 31 décembre 2015 s'élèvent à plus de **7 236 000 000 Francs CFA**. Les dettes fiscales et sociales représentent plus de 87% de ces dettes inscrites au bilan, soit environ **6 332 000 000 Francs CFA**.

1.4- Objectifs et plan d'actions de l'exercice 2017.

Les objectifs de l'INS étant généralement fonction des missions globales de service public assignées par l'Etat de Côte d'Ivoire, ils s'inscrivent dans le Programme National de Développement (PND) 2016-2020.

Un accent particulier sera mis sur la mobilisation des ressources et une politique agressive de conquête de marchés par la mise en place d'un véritable plan marketing.

Au plan de l'Etat :

Comme le stipule la loi sur les Sociétés d'Etat, les pouvoirs publics doivent absolument mettre en place la convention de concession des activités de productions des statistiques. Le projet de convention élaboré par la Direction Générale a été adopté par le Conseil d'Administration en sa séance du 29 août 2014 et a été transmis au Ministère d'Etat, Ministère du Plan et du Développement pour communication en Conseil des Ministres. Dans la même recherche de ressources pour l'équilibre des charges de l'INS, le Ministère du Budget a commandité, aux mois de juin-juillet 2014, une mission d'audit pour la détermination du niveau normatif des charges et des investissements de l'INS. Les conclusions de cet audit ont abouti à une estimation du niveau de la subvention à 1 700 000 000Fr CFA.

Au plan des projets :

Pour une exécution efficiente des projets, des aménagements ont été apportés dans la procédure de gestion.

Pour soulager la trésorerie de l'institution au cours des projets, les dispositions suivantes ont été arrêtées :

- Mobilisation de frais de gestion des personnels contractuels des projets : Les activités de l'INS étant des activités à fortes intensités de main d'œuvre, il arrive que sur les différents projets, un appel à plusieurs candidats soit lancé pour des agents enquêteurs et collecteurs de données. Désormais, des prélèvements se feront sur la rémunération, au titre des frais de gestion, du personnel contractuels des projets (Décision n°211/INS/DG/DRHAJS du 20 novembre 2013).
- Rémunération des facteurs de production : Il s'agit aussi désormais de facturer des honoraires dus aux experts mis par l'INS à la disposition des projets pour soulager la masse salariale.

Dans le cadre du RGPH et du PU-PSB, la Direction Générale de l'INS a initié la rémunération des cadres de l'INS affectés à la réalisation desdits projets. Les ressources équivalentes à leurs salaires seront reversées au BGF de l'INS comme ressources de « prestation de services ».

b) Mesures de maîtrise des dépenses :

Elles sont marquées par les mesures de rationalisation des postes de dépenses :

- Suppression des primes d'enquête sur les projets (Décision n°021/INS/DG/DRHAJS du 12/08/2011) ;
- Suppression des primes de carburant aux Chefs de Département ;
- Restriction du carburant sur les véhicules de liaison : tous les véhicules de l'INS, sont gérés en pool, depuis fin 2011 ; ce qui a réduit considérablement la consommation de carburant et les frais d'entretien par les garages de mécaniques.

2- LE COMPTE DE RESULTAT PREVISIONNEL

Ce document est un état financier de synthèse récapitulant les produits et les charges intervenant dans la formation du résultat net de l'exercice et mettant en évidence les soldes significatifs de gestion.

Réf.	Intitulé des comptes	Exercice 2016		Exercice 2017 Budget Entreprise (C)	Ecart (C-B)	Variation (C-B)/B
		Budget Entreprise (A)	Réalisation estimées au 31 décembre (B)			
ACTIVITES D'EXPLOITATION						
TW	Produits d'exploitation (TI+TK+TL+TS+TT)	2 488 499 152	2 488 925 435	2 701 902 427	212 976 992	8,56
TA	Vente de marchandises	-	-	-	-	
TC	Vente de produits fabriqués	17 622 039	21 515 853	24 743 231	3 227 378	15,00
TD	Travaux, services vendus	133 877 113	155 135 915	348 227 300	193 091 385	124,47
TE	Production stockée ou déstockage	-	-	-	-	
TF	Production immobilisée	-	-	-	-	
TH	Produits accessoires	37 000 000	12 273 667	12 273 896	229	0,00
TI	Chiffre d'affaires (TA+TC+TD+TH)	188 499 152	188 925 435	385 244 427	196 318 992	103,91
TK	Subvention d'exploitation	2 300 000 000	2 300 000 000	2 316 658 000	16 658 000	0,72
TL	Autres produits	-	-	-	-	
TS	Reprises de provisions	-	-	-	-	
TT	Transfert de charges	-	-	-	-	
RW	Charges d'exploitation	2 368 250 402	2 255 948 893	2 620 932 894	364 984 001	16,18
RA	Achat de marchandises	-	-	-	-	
RB	Variation des stocks (-)	-	-	-	-	
RC	Achats de matières et fournitures d'exploitation	25 000 000	34 820 148	35 000 000	179 852	0,52
RD	Variation des stocks (-)	-	-	-	-	
RE	Autres achats	42 000 000	35 268 143	51 360 000	16 091 857	45,63
RH	Variation des stocks (-)	-	-	-	-	
RI	Transport	2 000 000	2 851 388	2 851 388	-	-
RJ	Services extérieurs	238 500 000	231 035 258	282 660 000	51 624 742	22,34
RK	Impôts et taxes	20 000 000	19 066 424	20 100 000	1 033 576	5,42
RL	Autres charges	87 901 816	55 248 483	83 901 816	28 653 333	51,86
RP	Charges de personnel	1 917 848 586	1 842 659 049	2 110 059 690	267 400 641	14,51
RS	Dotations aux amortissements et aux provisions	35 000 000	35 000 000	35 000 000	-	
TB	Marge brute sur marchandises (TA-RA-RB)	-	-	-	-	
TG	Marge brute sur matières (TC+TD+TE+TF-RC-RD)	126 499 152	141 831 620	337 970 531	196 138 911	138,29
TN	Valeur ajoutée (TG+TH+TK+TL-RE-RH-RI-RJ-RK-RL)	2 073 097 336	2 110 635 591	2 226 029 223	115 393 632	5,47
TQ	Excédent Brut d'Exploitation (TN-RP)	155 248 750	267 976 542	115 969 533	- 152 007 009	- 56,72
TX	Résultat d'Exploitation (TW-RW)	120 248 750	232 976 542	80 969 533	- 152 007 009	- 65,25
ACTIVITES FINANCIERES						
UF	Produits financiers (UA+UC+UD+UE)	-	-	-	-	
UA	Revenus financiers	-	-	-	-	
UC	Gains de change	-	-	-	-	
UD	Reprise de charge	-	-	-	-	
UE	Transfert de charge	-	-	-	-	
SF	Charges financières (SA+SC+SD)	-	-	-	-	
SA	Frais financiers	-	-	-	-	
SC	Pertes de change	-	-	-	-	
SD	Dotations aux amortissements et aux provisions	-	-	-	-	
UG	Résultat financier (UF-SF)	-	-	-	-	
UH	Total des produits des activités ordinaires (TW+UF)	2 488 499 152	2 488 925 435	2 701 902 427	212 976 992	8,56
SH	Total des charges des activités ordinaires (RW+SF)	2 368 250 402	2 255 948 893	2 620 932 894	364 984 001	16,18
UI	Résultat des activités ordinaires (UH-SH)	120 248 750	232 976 542	80 969 533	- 152 007 009	- 65,25
HORS ACTIVITES ORDINAIRES (HAO)						
UO	Produits HAO (UK+UL+UM+UN)	-	-	-	-	
UK	Produits des cessions d'immobilisation	-	-	-	-	
UL	Produits HAO	-	-	-	-	
UM	Reprises HAO	-	-	-	-	
UN	Transfert de charges	-	-	-	-	
SO	Charges HAO	-	-	-	-	
SK	Valeur comptable des cessions d'immobilisation	-	-	-	-	
SL	Charges HAO	-	-	-	-	
SM	Dotations HAO	-	-	-	-	
UP	Résultat HAO (UO-SO)	-	-	-	-	
SS	Participation et Impôts	30 062 188	58 244 136	20 242 383	- 38 001 752	- 65,25
SQ	Participation des travailleurs	-	-	-	-	
SR	Impôts sur le résultat	30 062 188	58 244 136	20 242 383	- 38 001 752	- 65,25
UT	Total Général des Produits (UH+UO)	2 488 499 152	2 488 925 435	2 701 902 427	212 976 992	8,56
ST	Total Général des Charges (SH+SO+SS)	2 398 312 590	2 314 193 029	2 641 175 277	326 982 249	14,13
UZ	RESULTAT NET (UT-ST)	90 186 563	174 732 407	60 727 150		

2.1- Les produits

Le compte de résultat prévisionnel ne présente que les grandes lignes budgétaires. Il convient de présenter dans les détails (sous-compte), l'ensemble des produits de la société et de faire une analyse des différents taux de réalisation obtenus.

a) Présentation détaillée des comptes de produits

N° Cpte.	N° Sous Cpte	Intitulé des comptes	Exercice 2016		Exercice 2017 Budget Entreprise (C)	Ecart (C-B)	Variation (C-B)/B
			Budget Entreprise (A)	Réalisation estimées au 31 décembre (B)			
70		VENTES	163 672 013	188 925 435	385 244 427	196 318 992	103,91
	702	Ventes de produits finis	17 622 039	21 515 853	24 743 231	3 227 378	15
	706	Services vendus	133 877 113	155 135 915	348 227 300	193 091 385	124,47
	707	Produits accessoires	12 172 861	12 273 667	12 273 896	229	0,00186
71		SUBVENTION D'EXPLOITATION	2 300 000 000	2 300 000 000	2 316 658 000	16 658 000	0,72
	718	TRESOR Public	2 300 000 000	2 300 000 000	2 316 658 000	16 658 000	0,72
TOTAL GENERAL DES PRODUITS			2 463 672 013	2 488 925 435	2 701 902 427	212 976 992	8,56

b) Commentaires sur les produits

Les ressources prévues en 2017 ont été estimées à hauteur de 2 701 902 427 Frs CFA. Elles connaissent une hausse de 8,56% par rapport à la réalisation estimée de 2016 (2 488 925 435 Frs CFA).

N° Cpte.	N° Sous Cpte	Intitulé des comptes	Contenu	Dotation
70		VENTES	Ce compte enregistre les ressources de l'institut provenant de la vente des marchandises, des travaux effectués et des services rendus à des tiers. Ce chapitre est en nette augmentation (103,91%) par rapport à la réalisation estimée au 31 décembre 2016.	385 244 427
	702	Ventes de produits finis	il s'agit de documents statistiques produits par l'INS. Ces documents sont cédés aux opérateurs économiques, aux Collectivités et aux ONG à leur demande moyennant paiement. Avec la disponibilité de nouvelles données, l'INS attends un peu plus de demandes (Données sur RGPH 2014, sur l'ENV 2015, sur l'enquête MICS 2016, sur l'enquête emploi 2016, ...) d'où une augmentation de 15% par rapport à la réalisation estimée au 31 décembre 2016 (21 515 853 Francs CFA)	24 743 231

	706	Services vendus	les prévisions pour les services vendus proviennent des frais de sociétés perçus sur divers projets, ainsi que les gains réalisés sur les honoraires des experts affectés à ces projets. Ce sont des rémunérations que perçoit l'INS dans l'exécution des projets spécifiques à lui confier par l'Etat, les partenaires techniques et financiers et les ONG. Pour le détail des produits ainsi que l'état récapitulatif des projets 2017 se référer respectivement à l'annexe 7. Les projets en préparation pour 2017 sont les suivants : - ENV Harmonisé 2017 : coût estimé 900 000 000 F CFA (gain : 90 000 000 F CFA) ; - Programme Statistiques Régionales : 1 155 000 000 F CFA (gain : 82 227 300 F CFA) ; - CIPHIA : 1 938 103 420 FCFA (gain 176 000 000 F CFA). Ces projets permettront de relever le niveau des ressources sur la vente des services. Cette ligne enregistre la plus grande variation, un écart de 193 091 385 Francs CFA, soit 124,47%, par rapport à la réalisation estimée au 31 décembre 2016	348 227 300
	707	Produits accessoires	Il s'agit de produits ne provenant pas de l'activité principale de la structure. Ils sont constitués de produits accidentels (vente des DAO, frais de dossier des candidats aux différentes enquêtes, location de matériels professionnels, produits d'impressions de documents techniques). Etant constitué de produits accidentels, la dotation est calculée sur le taux de réalisation estimée en 2016 (12 273 667 F CFA) .	12 273 896
71		SUBVENTION D'EXPLOITATION	Ce compte enregistre les subventions et autres appuis de l'Etat. Elles sont destinées à compenser l'insuffisance des prix de cession pratiqué par l'INS et le coût des données produites pour le compte de l'Etat.	2 316 658 000
	718	TRESOR Public	La subvention d'équilibre à budgétiser au titre de l'exercice 2017 s'élève à 2 316 658 000Frs CFA. Elle augmente de 0,72% par rapport à la dotation 2016 (2 300 000 000 F CFA) pour tenir compte du coût de production des données statistiques.	2 316 658 000

2.2- Les charges d'exploitation.

a) Présentation détaillée des comptes de charges d'exploitation.

Dans un souci de rationalisation, il importe que les entreprises publiques utilisent de façon optimale les ressources dont elles disposent. Pour ce faire, elles sont invitées à présenter le détail de la structure des charges.

N° Cpte.	N° Sous Cpte.	Intitulé des comptes	Exercice 2016		Exercice 2017 Budget Entreprise (C)	Ecart (C-B)	Variation (C-B)/B
			Budget Entreprise (A)	Exécution estimée au 31 décembre (B)			
60		ACHATS ET VARIATIONS DE STOCKS	60 000 000	70 088 291	86 360 000	16 271 709	23,22
	604	ACHATS DE MATIERES ET FOURNITURES CONSOMMABLES	25 000 000	34 820 148	35 000 000	179 852	0,52
	605	EAU ET ELECTRICITE	10 000 000	3 579 623	18 000 000	14 420 377	402,85
	6053	CARBURANT ET LUBRIFIANTS	25 000 000	31 688 520	33 360 000	1 671 480	5,27
	6056	PETIT MATERIEL ET OUTILLAGE	-	-	-	-	-
61		TRANSPORT	2 000 000	2 851 388	2 851 388	-	-
	610	TRANSPORT (personnel, plis, ventes)	-	-	-	-	-
	618	AUTRES FRAIS DE TRANSPORT	2 000 000	2 851 388	2 851 388	-	-
62		SERVICES EXTERIEURS A	138 000 000	122 843 578	182 160 000	59 316 422	48,29
	622	LOCATIONS ET CHARGES LOCATIVES	2 000 000	1 806 667	2 000 000	193 333	10,70
	624	ENTRETIEN, REPARATIONS ET MAINTENANCES	40 000 000	71 584 643	62 800 000	- 8 784 643	- 12,27
	625	PRIMES D'ASSURANCE	10 000 000	8 383 532	47 000 000	38 616 468	460,62
	626	ETUDES RECHERCHES ET DOCUMENTATIONS	55 000 000	28 745 400	40 000 000	11 254 600	39,15
	627	PUBLICITE, PUBLICATION, RELATIONS PUBLIQUES	5 000 000	2 457 333	10 000 000	7 542 667	306,95
	628	FRAIS DE TELECOMMUNICATION	26 000 000	9 866 003	20 360 000	10 493 997	106,37
63		SERVICES EXTERIEURS B	100 500 000	108 191 680	100 500 000	- 7 691 680	- 7,11
	631	FRAIS BANCAIRES	-	-	-	-	-
	632	REMUNERATION D'INTERMEDIAIRES (honoraires, gardiennage)	76 500 000	76 500 000	76 500 000	-	-
	633	FRAIS DE FORMATION	3 000 000	1 200 000	3 000 000	1 800 000	150
	635	COTISATIONS	-	-	-	-	-
	638	AUTRES CHARGES EXTERNES (frais de réception, missions)	21 000 000	30 491 680	21 000 000	- 9 491 680	- 31,13
64		IMPOTS ET TAXES	20 000 000	19 066 424	20 100 000	1 033 576	5,42
	641	IMPOTS, TAXES DIRECTS et INDIRECTS	20 000 000	18 982 424	20 000 000	1 017 576	5,36
	646	DROITS D'ENREGISTREMENT	-	84 000	100 000	16 000	19,05
	648	AUTRES IMPOTS ET TAXES	-	-	-	-	-
65		AUTRES CHARGES	87 901 816	55 248 483	83 901 816	28 653 333	51,86
	658	CHARGES DIVERSES	4 000 000	4 101 653	5 000 000	898 347	-
	6581	JETON DE PRESENCE ET AUTRES REMUNERATION D'ADMINISTRATEUR	83 901 816	55 248 483	83 901 816	28 653 333	51,86
66		CHARGES DU PERSONNEL	1 917 848 586	1 842 659 049	2 110 059 690	267 400 641	14,51
	661	REMUNERATION DIRECTE DU PERSONNEL	1 799 635 675	1 727 688 663	1 981 059 690	253 371 027	14,67
	664	CHARGES SOCIALES (CNPS, CGRAE,...)	113 212 911	114 316 519	124 000 000	9 683 481	8,47
	668	AUTRES CHARGES SOCIALES (pharmacie, ...)	5 000 000	653 867	5 000 000	4 346 133	664,68
67		FRAIS FINANCIERS	-	-	-	-	-
	670	FRAIS FINANCIERS	-	-	-	-	-
68		DOTATIONS AUX AMORTISSEMENT	10 000 000	10 000 000	10 000 000	-	-
	6812	AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	-	-	-	-	-
	6813	AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	10 000 000	10 000 000	10 000 000	-	-
69		DOTATIONS AUX PROVISIONS	25 000 000	25 000 000	25 000 000	-	-
	6911	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	25 000 000	25 000 000	25 000 000	-	-
		TOTAL GENERAL DES CHARGES	2 361 250 402	2 255 948 893	2 620 932 894	364 984 001	16,18

b) Commentaires sur les charges d'exploitation.

N° Cpte.	N° Sous Cpte	Intitulé des comptes	Contenu	Dotation
60		ACHATS ET VARIATIONS DE STOCKS	Ce compte enregistre le montant d'achat et la valeur des fournitures et consommables stockables ou non. Ce chapitre augmente de 23,22% par rapport à la réalisation estimée au 31 décembre 2016 (70 088 291 Francs CFA) en vue d'assurer de manière efficace le fonctionnement des structures de l'INS participant à la production statistique.	86 360 000
	604	ACHATS DE MATIERES ET FOURNITURES CONSOMMABLES	La dotation de cette ligne prend en compte une estimation de consommation prévisionnelle trimestrielle pour l'achat de consommables et fournitures de bureau et informatiques. Elle se décompose comme suit : PCA : 350.000FCFA, soit 1 400 000 F CFA l'année DG : 350.000 FCFA, soit 1 400 000 F CFA l'année DGA : 400.000FCFA, soit 1 600 000 F CFA l'année pour 02 Directeurs Généraux Adjoints DC : 2 800 000FCFA, soit 11 200 000 FCFA l'année, pour 8 Directions Centrales DR : 4.550.000FCFA, soit 18 200 000 FCFA l'année, pour 14 Directions Régionales. Services Autonomes : 300.000FCFA, soit 1 200 000 CFA l'année, pour 2 services. Cette ligne reste proche de la réalisation estimée au 31 décembre 2016 (une variation de 0,52%).	35 000 000
	605	EAU ET ELECTRICITE	Pour la prise en charge des frais d'électricité de six (06) Directions Générales à raison de 500.000FCFA pour deux mois de consommation par DR, soit six factures. Cette ligne est dotée pour un montant 18.000.000FCFA. soit un taux d'augmentation de 35,8% par rapport à la dotation 2016. L'approche par dotation a été utilisée pour tenir compte de la réalité.	18 000 000
	6053	CARBURANT ET LUBRIFIANTS	Une dotation mensuelle pour les véhicules qui prend en compte l'achat de carburant et de divers lubrifiants. En vue de plus de rationalité, la dotation est décomposée comme suit (Dotation annuelle) : DG : 6.000.000 (500 000 FCFA x12) DGA : 4.800.000FCFA (400 000 FCFA x 12, pour 02 DGA) DCNSE : 2.400.000FCFA (200 000FCFA x 12) DC : 5.040.000FCFA (60 000FCFA x12, pour 7 Directions Centrales) DR : 10.080.000FCFA (60 000FCFA x 12, pour 14 Directions Régionales) Services Autonomes : 1.440.000FCFA (60 000FCFA x 12, pour 2 services) Conseillers spéciaux : 2.400.000FCFA (100 000FCFA x12, pour 2 Conseillers) Les 19 véhicules en pool : 1.800.000 FCFA. Cette dotation est évaluée au minima et enregistre une légère augmentation (5,27%) par rapport à la réalisation estimée au 31 décembre 2016.	33 960 000
61		TRANSPORT	Ce compte enregistre le montant des transports engagés par l'institut à l'occasion des déplacements de son personnel ou de l'expédition de colis.	2 851 388
	618	AUTRES FRAIS DE TRANSPORT	Cette ligne prend en charge le déplacement des personnes et du matériel. La ligne a été estimée par rapport à la réalisation au 31 décembre 2016, soit une augmentation de 42,57% par rapport à la dotation 2016.	2 851 388

62		SERVICES EXTERIEURS A	Les Services Extérieurs (A et B) enregistrent le montant des factures, paiements et rémunérations versées aux prestataires extérieurs à l'entreprise	182 160 000
	622	LOCATIONS ET CHARGES LOCATIVES	Cette ligne dotée forfaitairement sert pour la location de véhicules ou de matériels pour nécessités de service et occasionnellement en soutien au personnel lors des événements heureux ou malheureux La dotation 2016 est reconduite.	2 000 000
	624	ENTRETIEN, REPARATIONS ET MAINTENANCES	Les charges d'entretiens se présentent comme suit : - Entretien et réparation des biens immobiliers : 1 ^{er} étage, 2 ^{ème} étage, mezzanine, locaux au RDC et magasins au 1 ^{er} et 2 ^{ème} sous-sol de la Tour C, les sièges de Directions régionales et les climatiseurs : forfait de 10.200.000 FCFA pour leur entretien en plus des travaux de réaménagement dans le cadre du regroupement des services. - Entretien des locaux : nettoyage des salles d'eau, des locaux pour un montant forfaitaire de 11 200 000 F CFA - Entretien et réparation des biens mobiliers : les ordinateurs, photocopieuses et autres matériels de bureau pour un montant forfaitaire de 7.800.000FCFA - Entretien et maintenance de véhicules (33 600 000 F CFA) : une dotation annuelle de 525.000FCFA par véhicule pour un parc automobile de 64 véhicules. Coût de l'entretien est estimé à 62.800.000FCFA pour l'exercice 2017. En le comparant à l'exécution estimée 2016, on note une diminution de 12,27% (8.784.643FCFA). Mais par rapport à la dotation annuelle 2016, il y a une augmentation de 57% (22 800 000 F CFA).	62 800 000
	625	PRIMES D'ASSURANCE	Assurance automobiles : un montant forfaitaire de 10.000.000FCFA. Appui assurance santé du personnel : pour 220 agents à 10 000 F CFA par agent et pour 12 mois, soit 26 400 000FCFA. Multirisques professionnel : un montant forfaitaire de 10.600.000FCFA Le coût total de la prime d'assurance s'élève à 47.000.000FCFA pour 2017. Une augmentation de 460% qui trouve son explication dans l'évaluation de l'appui assurance santé et de la prise en compte de l'assurance multirisque professionnel qui n'existait pas.	47 000 000
	626	ETUDES RECHERCHES ET DOCUMENTATIONS	Pour la production de l'IHPC et autres activités de recherches : Zone d'Abidjan : 1.500.000FCFA par mois, soit 18.000.000 FCFA pour l'année Zone intérieure : une dotation de 120.000FCFA pour les 14 Directions régionales, soit une dotation de 20.160.000. Autres recherches : un montant forfaitaire de 1.840.000FCFA. Estimé au coût réel des activités, cette ligne a augmentée de 39,15% par rapport à l'exécution estimée au 31 décembre 2016.	40 000 000
	627	PUBLICITE, PUBLICATION, RELATIONS PUBLIQUES	Un forfait de 10.000.000 est prévu pour la relance des activités communicative et le repositionnement de l'INS sur le plan National comme international. Une augmentation de 306,95% (7 542 667 F CFA) par rapport à l'exécution estimée au 31 décembre 2016 pour tenir compte de l'objectif de vulgarisation des activités de l'Institut.	10 000 000
	628	FRAIS DE TELECOMMUNICATION	Pour factures impayées, les moyens de communication ont été suspendus. Pour 2017, il est prévu la prise en charge de : - Sept lignes téléphoniques à raison de 50.000FCFA par ligne et par mois, soit 4.200.000FCFA par ans ; - Deux lignes internet pour un forfait annuel de 2.000.000FCFA l'an ; - Une dotation mensuelle de 1 180 000 FCFA pour les mobiles décomposée comme suit : PCA : 100.000FCFA DG : 100.000 FCFA DGA : 200.000FCFA (pour 02 DGA) DCMG : 75.000FCFA DRH : 75.000FCFA DC : 350.000FCFA (pour 7 DC)	20 360 000

			DR : 280.000FCFA (pour 14 DR) Soit 14 160 000 F CFA sur l'année. La ligne est ainsi dotée pour 20 360 000 F CFA, soit une diminution de 37,95% par rapport au budget 2016, l'estimation au 31 décembre 2016 étant minorée du fait de la suspension de plusieurs lignes téléphoniques et internet de l'Institut. Cette répartition permettrait de mieux maîtriser les dépenses sur cette ligne.	
63		SERVICES EXTERIEURS B	Voir Services Extérieurs A	100 500 000
	632	REMUNERATION D'INTERMEDIAIRES (honoraires, gardiennage)	Cette ligne prend en compte la rémunération de prestataires extérieurs. Elle concerne : - Travaux de certification des comptes : Honoraires des commissaires aux comptes : 45 972 800FCFA - Assistance sur le logiciel SARA ETAFI (états financiers de synthèse) et les droits d'activation du logiciel de paie : Honoraires d'assistance comptable et informatique : 2 300 000FCFA - CONSEIL JURIDIQUES : Honoraires d'avocat : 1 600 000FCFA - Médecin conseil : Honoraires des médecins : 3 243 240FCFA - Surveillance des locaux des biens sécurité de personnel : Frais de gardiennage : 23 383 960FCFA La dotation reste inchangé par rapport à l'exercice 2016 et à la réalisation estimée au 31 décembre 2016.	76 500 000
	633	FRAIS DE FORMATION	Ce référer au plan de formation	3 000 000
	638	AUTRES CHARGES EXTERNES - Frais de déménagement - Frais de réception - Frais de mission	L'INS est dans une phase de restructuration qui exige plusieurs activités tant internes qu'externes, il organise aussi plusieurs ateliers pour consolider certaines opérations devant permettre le redressement recommandé par les Commissaires aux Comptes ou des Auditeurs. Pour l'exercice 2017, ces charges sont estimées et se présentent comme suit : - Frais de déménagement : Il est prévu 4 déménagements à raison de 300.000FCFA par déménagement, soit 1.200.000FCFA. - Frais de réception : 12 réceptions en moyenne à 300.000FCFA pour un montant total de 3.600.000FCFA. - Frais de mission : Vu la difficulté dans l'estimation des frais de mission du fait de la prise en compte de plusieurs facteurs qui ne sont pas connus d'avance, nous prévoyons une dotation forfaitaire de 16.200.000FCFA. Malgré le constat d'une augmentation dans la réalisation estimée au 31 décembre 2016, nous maintenons le niveau de la ligne à la dotation 2016.	21 000 000
64		IMPOTS ET TAXES	Ce compte enregistre le montant des charges correspondant à des versements obligatoires à l'Etat et aux collectivités publiques pour subvenir à des dépenses publiques, ou encore des versements institués par les autorités pour le financement d'actions d'intérêts général.	20 100 000
	641	IMPOTS, TAXES DIRECTS et INDIRECTS	La dotation de ce chapitre ne change pas.	20 000 000
	642	DROIT D'ENREGISTREMENT	Pour l'exercice 2017 prévu des frais de droit d'enregistrement pour une valeur de 100.000FCFA	100 000
65		AUTRES CHARGES	Le compte "Autres charges" enregistre toutes les charges relatives au Conseil d'Administration, à ses membres, au fonctionnement des Comités Spécialisés et diverses charges.	87 901 816
	658	CHARGES DIVERSES	La ligne " Autres Charges Diverses " est ouverte pour assurer un ensemble de frais pour le bon fonctionnement du Conseil (tirage de documents, divers achats) pour un montant de 4 000 000 Francs CFA	4 000 000

	6581	JETON DE PRESENCE ET AUTRES REMUNERATION D'ADMINISTRATEUR	La ligne "Jetons de présence et autres rémunérations d'Administrateurs", dotée de 83 901 816 Francs CFA, se présente comme suit : ○ Les émoluments et avantages du PCA : . Emoluments : 3 181 816 Francs CFA par mois (soit 38 181 816 Francs CFA) . Carburant : 560 000 Francs CFA par mois (soit 6 720 000 Francs CFA) ○ Les jetons de présence pour les six (06) sessions du Conseil d'Administration à 4 500 000 Francs CFA la session : 27 000 000 Francs CFA ○ et les Frais de fonctionnement des Comités Spécialisés du Conseil d'Administration : . Comité de Gouvernance (04 sessions pour 04 membres rémunéré à 250 000 Francs CFA la session) : 4.000.000 Francs CFA . Comité Audit et Gestion des Risques (04 sessions pour 04 membres rémunéré à 250 000 Francs CFA la session) : 4 000 000 Francs CFA . Comités Projets (04 sessions pour 04 membres rémunérés à 250 000 Francs CFA la session) : 4 000 000 Francs CFA. Par rapport à 2016, le niveau de la dotation ne change pas.	83 901 816
66		CHARGES DU PERSONNEL	Ce compte enregistre l'ensemble des rémunérations du personnel, qu'ils s'agissent d'appointements et salaires, de commission, de congés payés, de primes, de gratifications, d'indemnités diverses et notamment les primes de départ à la retraite. Il enregistre aussi les charges sociales payées par l'entreprise au titre des salaires.	2 110 059 690
	661	REMUNERATION DIRECTE DU PERSONNEL	Elles se décomposent comme suit : - Salaire brut du personnel = 1 802 943 037FCFA - Gratification = 80 347 421 FCFA - Congés payés = 7 709 542 FCFA - Revalorisation de 8% (sur 3 ans) = 90 059 690 FCFA - Part patronale (CNPS, CGRAE) = 124 000 000 FCFA - Autres charges sociales = 5 000 000 FCFA	1 981 059 690
	664	CHARGES SOCIALES (CNPS, CGRAE,...)	Elles passent de 1 917 848 586 francs CFA en 2016 à 2 110 059 690 francs CFA en 2017 soit une augmentation de 10%.	124 000 000
	668	AUTRES CHARGES SOCIALES (pharmacie, ...)		5 000 000

- Les provisions pour risques et charges.

Le chapitre provisions pour risques et charges est ouvert pour enregistrer les dédommagements pour tierces personnes, créances douteuses et autres risques. Il est doté à hauteur de 25 000 000 Frs CFA.

B- Bilan prévisionnel.

Ref.	ACTIF	Exercice 2017			Exercice 2016	Ref.	PASSIF	Exercice 2017	Exercice 2016
		Brut	Amort./Prov.	Net	Net				
	ACTIF IMMOBILISE (I)	-	-	-	-		CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES	-	-
AA	Charges Immobilisées	-	-	-	-	CA	Capital	2 000 000 000	2 000 000 000
AX	Frais d'établissement	-	-	-	-	CB	Actionnaires capital non appelé	-	-
AY	Charges à répartir	-	-	-	-	CC	Primes et Réserves	-	-
AC	Prime de remboursement des obligations*	-	-	-	-	CD	Primes d'apport, d'émission, de fusion	-	-
AD	Immobilisations incorporelles	-	-	-	-	CE	Ecart de réévaluation	-	-
AE	Frais de recherche et de développement	-	-	-	-	CF	Réserves indisponibles	-	-
AF	Brevets, licences, logiciels	537 073 704	537 073 704	-	-	CG	Réserves libres	-	-
AG	Fond commercial	-	-	-	-	CH	Report à nouveau	- 6 714 790 804	- 6 889 523 211
AH	Autres immobilisations incorporelles	-	-	-	-	CI	Résultats net de l'exercice (Bénéfice + Perte -)	60 727 150	174 732 407
AI	Immobilisations corporelles	-	-	-	-	CK	Autres capitaux propres	-	-
AJ	Terrains	-	-	-	-	CL	Subvention d'investissement	139 506 695	139 506 695
AK	Bâtiments	99 253 627	99 253 627	-	4 962 687	CM	Provisions réglementées et fonds assimilés	-	-
AL	Installations et agencements	758 938 818	758 938 818	-	74 069 180	CP	TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	- 4 514 556 959	- 4 575 284 109
AM	Matériel	6 985 319 708	6 946 712 788	38 606 920	72 426 994		DETTES FINANCIERES ET RESSOURCES ASSIMILEES (I)	-	-
AN	Matériels de transport	1 169 407 695	1 158 379 937	11 027 758	33 472 202	DA	Emprunts	-	-
AP	Avances et acomptes versés sur immobilisations	-	-	-	-	DB	Dettes de crédit-bail et contrats	-	-
AQ	Immobilisations financières	-	-	-	-	DC	Dettes financières diverses	-	-
AR	Titres de participation	-	-	-	-	DD	Provisions financières pour risques et charges	571 904 544	571 904 544
AS	Autres immobilisations financières	33 861 779	14 640 000	19 221 779	28 342 640	DE	(I) Dont HAO : ...	-	-
AW	(I) dont HAO :	-	-	-	-	DF	TOTAL DETTES FINANCIERES (II)	571 904 544	571 904 544
	Brut	-	-	-	-	DG	TOTAL RESSOURCES STABLES (I + II)	- 3 942 652 415	- 4 003 379 565
	Net	-	-	-	-		PASSIF CIRCULANT	-	-
AZ	TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	9 583 855 331	9 514 998 874	68 856 457	213 273 703	DH	Dettes circulantes et ressources assimilées HAO	31 007 738	14 408 076
	ACTIF CIRCULANT	-	-	-	-	DI	Clients, avances reçues	101 148 197	106 148 197
BA	Actif circulant HAO	-	-	-	-	DJ	Fournisseurs d'exploitation	83 272 070	111 029 426
BB	Stock	-	-	-	-	DK	Dettes fiscales	4 846 761 976	4 983 153 849
BC	Marchandises	-	-	-	-	DL	Dettes sociales	1 411 947 186	1 411 947 186
BD	Matière premières et autres approvisionnement	-	-	-	-	DM	Autres dettes	175 000 000	255 339 826
BE	En-cours	-	-	-	-	DN	Risques provisionnés	-	-
BF	Produits fabriqués	142 780 620	70 880 000	71 900 620	142 720 255	DP	TOTAL PASSIF CIRCULANT (III)	6 649 137 167	6 882 026 560
BG	Créances et emplois assimilés	-	-	-	-		TRESORERIE-PASSIF	-	-
BH	Fournisseurs, avances versées	148 764 752	-	148 764 752	205 966 094	DQ	Banques, crédits d'escompte	-	-
BI	Clients	4 441 749 965	2 279 947 300	2 161 802 665	1 593 892 846	DR	Banques, crédits de trésoreris	-	-
BJ	Autres créances	155 160 258	-	155 160 258	582 586 873	DS	Banques, découverts	-	-
BK	TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	4 888 455 595	2 350 827 300	2 537 628 295	2 525 166 068	DT	TOTAL TRESORERIE-PASSIF (IV)	-	-
BQ	TRESORERIE-ACTIF	-	-	-	-	DV	Ecarts de conversion-Passif (V) (gain probable de change)	-	-
BR	Titres de placement	-	-	-	-		TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	2 706 484 752	2 878 646 995
BS	Valeurs à encaisser	-	-	-	-				
BT	Banques, chèques postaux, caisse	100 000 000	-	100 000 000	140 207 224				
BU	TOTAL TRESORERIE-ACTIF (III)	100 000 000	-	100 000 000	140 207 224				
BZ	Ecarts de conversion-actif (IV) (perte probable de change)	-	-	-	-				

C- Le Budget d'Investissement

a) Présentation détaillée des investissements.

Au titre de l'exercice 2017, les investissements prévus pour 30 000 000Fr CFA.

N° Cpte.	N° Sous-Cpte.	Intitulé des comptes	Exercice 2016		Exercice 2017 (C)	Ecart (C-B)	Variation (C-B)/B
			Budget Entreprise (A)	Réalisation au 30 décembre (B)			
21		LOGICIELS	-	-	-	-	-
	213	LOGICIELS	-	-		-	
22		TERRAINS	-	-	-	-	-
	222	TERRAIN NUS A BATIR	-	-		-	
23		BATIMENTS, INSTALLATIONS TECHN. ET AGENCEMENT	-	-	-	-	-
	231	BATIMENTS ADMINISTRATIFS ET COMMERCIAUX	-	-	-	-	
	235	AMENAGEMENTS DE BUREAUX	-	-		-	
	238	AUTRES AMENAGEMENT	-	-	-	-	
24		MATERIEL	60 000 000	-	30 000 000	30 000 000	-
	2 442	MATERIEL INFORMATIQUE	-	-	12 500 000	12 500 000	
	2 444	MATERIEL ET MOBILIER	-	-	15 000 000	15 000 000	
	2 450	MATERIEL DE TRANSPORT	60 000 000	-		-	
	2 480	AUTRES MATERIELS ET EQUIPEMENTS	-	-	2 500 000	2 500 000	
		TOTAL GENERAL DES INVESTISSEMENTS	60 000 000	-	30 000 000	30 000 000	-

b) Commentaires sur les investissements.

N° Cpte.	N° Sous Cpte	Intitulé des comptes	Contenu	Dotation
24		MATERIEL	La section d'investissement est ouverte pour une dotation de 30.000.000FCFA. Elle permettra :	30 000 000
	2 442	MATERIEL INFORMATIQUE	Procéder au renouvellement et au renforcement des équipements en informatique dans les services d'appui (DCMG, DRHAJS, SAAIC, Service de Communication) pour 12.500.000FCFA	12 500 000
	2 444	MATERIEL ET MOBILIER	De fournir du matériel, mobiliers et divers autres matériels dans certains services pour améliorer les conditions de travail des agents (DCNat, DMSS et DR) pour un total de 17.500.000FCFA.	15 000 000
	2 480	AUTRES MATERIELS ET EQUIPEMENTS		2 500 000

D. TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET EMPLOIS

	EXERCICE 2016		EXERCICE 2017
	Budget Entreprise	Réalisation au 31 décembre	Budget Entreprise
INVESTISSEMENTS (1)	60 000 000	-	30 000 000
Augmentation des charges immobilisées (-)	-	-	-
Cession des immobilisations (+)	-	-	-
Acquisition d'immobilisations incorporelles (-)	-	-	-
Acquisition d'immobilisations corporelles (-)	60 000 000	-	30 000 000
Acquisition d'immobilisations financières (-)	-	-	-
VARIATION DU BFE (2)	-	-	-
Variation du besoin de financement d'exploitation (+/-)	-	-	-
VARIATION DU BF HAO (3)	-	-	-
REMBOURSEMENT DES EMPRUNTS (4)	-	-	-
EMPLOIS TOTAUX A FINANCER (5)	60 000 000	-	30 000 000
FINANCEMENT INTERNE (6)	125 186 563	209 732 407	95 727 150
Dividendes (-)	-	-	-
Capacité d'autofinancement globale CAFG (+)	125 186 563	209 732 407	95 727 150
FINANCEMENT PAR CAPITAUX PROPRES (7)	-	-	-
Augmentation de capital par apports nouveaux (+)	-	-	-
Prélèvement sur le capital (-)	-	-	-
Subvention d'investissement (+)/Cession d'immob.	-	-	-
FINANCEMENT PAR NOUVEAUX EMPRUNTS (8)	-	-	-
Augmentation des emprunts (+)	-	-	-
Augmentation des dettes financières (+)	-	-	-
RESSOURCES NETTES DE FINANCEMENT (9)	125 186 563	209 732 407	95 727 150
EXCEDENT OU INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE FINANCEMENT (10)	65 186 563	209 732 407	65 727 150
TRESORERIE A L'OUVERTURE (11)	- 539 675 770	- 539 675 770	100 000 000
TRESORERIE A LA CLOTURE (12)	- 414 489 208	- 329 943 364	165 727 150

E- LE BUDGET DE TRESORERIE

Le budget de trésorerie est un instrument de prévision très important pour la gestion de l'entreprise à court terme. C'est un outil qui permet de prévoir les difficultés éventuelles encourues par l'entreprise et qui conduit à la prise de décision afin d'assurer son fonctionnement et sa survie.

Ce budget répond donc essentiellement à deux impératifs :

- assurer un équilibre mensuel entre les encaissements et les décaissements ;
- connaître le solde de fin de période budgétaire des comptes de tiers et des disponibilités.

Budget de trésorerie

Libellés	Total-	Jan	Fév	mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept	Oct	Nov	Déc
Encaissements sur ventes (TTC)	385 244 427	32 103 702	32 103 702	32 103 702	32 103 702	32 103 702	32 103 702	32 103 702	32 103 702	32 103 702	32 103 702	32 103 702	32 103 702
Produits financiers à encaisser	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres recettes (TTC) à encaisser/Subvention	2 316 658 000	193 054 833	193 054 833	193 054 833	193 054 833	193 054 833	193 054 833	193 054 833	193 054 833	193 054 833	193 054 833	193 054 833	193 054 833
(=) Total des recettes d'exploitation (1)	2 701 902 427	225 158 536	225 158 536	225 158 536	225 158 536	225 158 536	225 158 536	225 158 536	225 158 536	225 158 536	225 158 536	225 158 536	225 158 536
Décaissements sur les achats (TTC)	35 000 000	2 916 667	2 916 667	2 916 667	2 916 667	2 916 667	2 916 667	2 916 667	2 916 667	2 916 667	2 916 667	2 916 667	2 916 667
Abonnement (Téléphone, Eau, Electricité, ...)	38 360 000	3 196 667	3 196 667	3 196 667	3 196 667	3 196 667	3 196 667	3 196 667	3 196 667	3 196 667	3 196 667	3 196 667	3 196 667
Paiement des charges de personnel	2 110 059 690	175 838 308	175 838 308	175 838 308	175 838 308	175 838 308	175 838 308	175 838 308	175 838 308	175 838 308	175 838 308	175 838 308	175 838 308
Impôts et taxes	20 100 000	1 675 000	1 675 000	1 675 000	1 675 000	1 675 000	1 675 000	1 675 000	1 675 000	1 675 000	1 675 000	1 675 000	1 675 000
TVA à payer	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Charges financières à déboursier	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres charges d'exploitation à payer	392 413 204	32 701 100	32 701 100	32 701 100	32 701 100	32 701 100	32 701 100	32 701 100	32 701 100	32 701 100	32 701 100	32 701 100	32 701 100
(=) Total des dépenses d'exploitation (2)	2 595 932 894	216 327 741	216 327 741	216 327 741	216 327 741	216 327 741	216 327 741	216 327 741	216 327 741	216 327 741	216 327 741	216 327 741	216 327 741
= solde d'exploitation mensuel (3) = (1) - (2)	105 969 533	8 830 794	8 830 794	8 830 794	8 830 794	8 830 794	8 830 794	8 830 794	8 830 794	8 830 794	8 830 794	8 830 794	8 830 794
Cessions d'immobilisations (TTC)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Nouveaux emprunts contractés (principal)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
(=) Total des recettes hors exploitation (4)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Investissements (TTC)	30 000 000	7 500 000	7 500 000	7 500 000	7 500 000	7 500 000	7 500 000	7 500 000	7 500 000	7 500 000	7 500 000	7 500 000	7 500 000
Echéances de remboursement d'emprunt (principal)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Impôts sur les bénéfices (acompte et solde)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TVA à payer	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
(=) Total des dépenses hors exploitation (5)	30 000 000	7 500 000	7 500 000	7 500 000	7 500 000	7 500 000	7 500 000	7 500 000	7 500 000	7 500 000	7 500 000	7 500 000	7 500 000
= solde hors exploitation mensuel (6) = (4) - (5)	- 30 000 000	- 7 500 000	- 7 500 000	- 7 500 000	- 7 500 000	- 7 500 000	- 7 500 000	- 7 500 000	- 7 500 000	- 7 500 000	- 7 500 000	- 7 500 000	- 7 500 000
Solde Global Mensuel (7) = (3) + (6)	75 969 533	1 330 794	8 830 794	8 830 794	1 330 794	8 830 794	8 830 794	1 330 794	8 830 794	8 830 794	1 330 794	8 830 794	8 830 794
(+) ou (-) décisions de trésorerie (placements ou financements)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
solde Cumulé mensuel (y compris solde initial de début d'année)	73 423 040	74 753 834	83 584 629	92 415 423	93 746 218	102 577 012	111 407 806	112 738 601	121 569 395	130 400 190	131 730 984	140 561 778	149 392 573

PAGE D'APPROBATION

BUDGET D'EXPLOITATION ET D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE 2017

1) Le budget d'exploitation de l'exercice 2017 est arrêté en :

- Produits à 2 701 902 427 FCFA
- Charges à 2 641 175 277 FCFA

Dégageant ainsi, un résultat net de 60 727 150 FCFA.

2) Le budget d'investissement de l'exercice 2017 est arrêté pour un montant de 30 000 000 FCFA.

**PRESENTE PAR
LE DIRECTEUR GENERAL**

**ADOpte PAR
LE CONSEIL D'ADMINISTRATION**

DOFFOU N'Guessan G.

KAMISSOKO Mamadouba

**APPROUVE PAR
LE MINISTRE AUPRES DU PREMIER MINISTRE
CHARGE DU BUDGET ET DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT**

Fait à Abidjan, le

ANNEXES

Annexe 1 : Organigramme de l'INS ;

Annexe 2 : Le cadre organique des emplois ;

Annexe 3 : La répartition du capital ;

Annexe 4 : La liste des administrateurs ;

Annexe 5 : Le Tableau prévisionnel trimestriel des produits ;

Annexe 6 : Le Tableau prévisionnel trimestriel des charges ;

Annexe 7 : L'état récapitulatif des projets.

(ANNEXE 1) : l'Organigramme de l'INS

Il s'agit d'indiquer à travers un graphique, tous les postes existant au sein de l'entreprise et les relations mutuelles les liants ;

(ANNEXE 2) : Cadre organique des emplois

Tableau récapitulatif du personnel

(ANNEXE 3) : Répartition du capital

Liste des Actionnaires	Montants	% du Capital	Nombres d'Actions
Etat de Côte d'Ivoire	2 000 000 000	100	200 000

(ANNEXE 4) : Liste des administrateurs en fonction

Noms et Prénoms	Qualité	Ministères d'origines	Date de nomination	Contacts
KAMISSOKO Mamadouba	Président du Conseil d'Administration	Le Président de la République		
N'DRI Kouadio	Administrateur	Le Premier Ministre		
AMANI Ipou Félicien	Administrateur	Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur		
YAO Koffi	Administrateur	Ministre du Plan et du Développement		
	Administrateur	Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche scientifique		
SEKA Seka	Administrateur	Ministre de la Fonction Publique et de la Reforme Administrative		
SANSAN Hien	Administrateur	Ministère auprès du Premier Ministre chargé de l'Economie et des Finances		
	Administrateur	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO)		
FIACRE ADOPO	Administrateur	Ministère auprès du Premier Ministre Chargé du Budget et du portefeuille de l'Etat		

V- Tableau prévisionnel trimestriel des produits, des charges et des investissements: l'ensemble des produits et des charges prévisionnels de l'entreprise devront être repartis de manière trimestrielle afin de permettre un meilleur suivi de l'exécution budgétaire et d'envisager le cas échéant une révision du budget.

(ANNEXE 5) : Tableau prévisionnel trimestriel des produits

N° Compte	Intitulé des comptes	Budget 2017	Prévision 1er trimestre	Prévision 2ième trimestre	Prévision 3ième trimestre	Prévision 4ième trimestre
70	VENTES	385 244 427	96 311 107	96 311 107	96 311 107	96 311 107
	Ventes de produits finis	24 743 231	6 185 808	6 185 808	6 185 808	6 185 808
	Travaux facturés	-	-	-	-	-
	Services vendus	348 227 300	87 056 825	87 056 825	87 056 825	87 056 825
	Produits accessoires	12 273 896	3 068 474	3 068 474	3 068 474	3 068 474
71	SUBVENTION D'EXPLOITATION	2 316 658 000	579 164 500	579 164 500	579 164 500	579 164 500
	TRESOR Public	2 316 658 000	579 164 500	579 164 500	579 164 500	579 164 500
	TOTAL GENERAL DES PRODUITS	2 701 902 427	675 475 607	675 475 607	675 475 607	675 475 607

NB. : Le reliquat restant à mandater est soumis à la régularisation du Ministre chargé du Budget

(ANNEXE 6) : Tableau prévisionnel trimestriel des charges

N° Cpte	Intitulé des comptes	Exercice 2017 Budget Entreprise (C)	Prévision 1er trimestre	Prévision 2ième trimestre	Prévision 3ième trimestre	Prévision 4ième trimestre
60	ACHATS ET VARIATIONS DE STOCKS	86 360 000	21 590 000	21 590 000	21 590 000	21 590 000
	FOURNITURES D'EXPLOITATION	35 000 000	8 750 000	8 750 000	8 750 000	8 750 000
	EAU ET ELECTRICITE	18 000 000	4 500 000	4 500 000	4 500 000	4 500 000
	CARBURANT ET LUBRIFIANTS	33 360 000	8 340 000	8 340 000	8 340 000	8 340 000
	PETIT MATERIEL ET OUTILLAGE	-	-	-	-	-
61	TRANSPORT	2 851 388	712 847	712 847	712 847	712 847
	TRANSPORT (personnel, plis, ventes)	-	-	-	-	-
	AUTRES FRAIS DE TRANSPORT	2 851 388	712 847	712 847	712 847	712 847
62	SERVICES EXTERIEURS A	182 160 000	45 540 000	45 540 000	45 540 000	45 540 000
	LOCATIONS ET CHARGES LOCATIVES	2 000 000	500 000	500 000	500 000	500 000
	ENTRETIEN ET REPARATIONS	62 800 000	15 700 000	15 700 000	15 700 000	15 700 000
	PRIMES D'ASSURANCE	47 000 000	11 750 000	11 750 000	11 750 000	11 750 000
	ETUDES RECHERCHES ET DOCUMENTATIONS	40 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000
	PUBLICITE, PUBLICATION, RELATIONS PUBLIQUES	10 000 000	2 500 000	2 500 000	2 500 000	2 500 000
	FRAIS DE TELECOMMUNICATION	20 360 000	5 090 000	5 090 000	5 090 000	5 090 000
63	SERVICES EXTERIEURS B	100 500 000	25 125 000	25 125 000	25 125 000	25 125 000
	FRAIS BANCAIRES	-	-	-	-	-
	REMUNERATION D'INTERMEDIAIRES (honoraires, gardiennage)	76 500 000	19 125 000	19 125 000	19 125 000	19 125 000
	FRAIS DE FORMATION	3 000 000	750 000	750 000	750 000	750 000
	COTISATIONS	-	-	-	-	-
	AUTRES CHARGES EXTERNES (frais de réception, missions)	21 000 000	5 250 000	5 250 000	5 250 000	5 250 000
64	IMPOTS ET TAXES	20 100 000	5 025 000	5 025 000	5 025 000	5 025 000
	IMPOTS, TAXES DIRECTS et INDIRECTS	20 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000
	DROITS D'ENREGISTREMENT	100 000	25 000	25 000	25 000	25 000
	AUTRES IMPOTS ET TAXES INDIRECTS	-	-	-	-	-
65	AUTRES CHARGES	88 901 816	22 225 454	22 225 454	22 225 454	22 225 454
	CHARGES DIVERSES	5 000 000	1 250 000	1 250 000	1 250 000	1 250 000
	JETONS DE PRESENCE ET AUTRES REMUNERATION D'ADMINISTRATEURS	83 901 816	20 975 454	20 975 454	20 975 454	20 975 454
66	CHARGES DU PERSONNEL	2 110 059 690	527 514 923	527 514 923	527 514 923	527 514 923
	REMUNERATION DIRECTE DU PERSONNEL	1 981 059 690	495 264 923	495 264 923	495 264 923	495 264 923
	CHARGES SOCIALES (CNPS, CGRAE,...)	124 000 000	31 000 000	31 000 000	31 000 000	31 000 000
	AUTRES CHARGES SOCIALES (pharmacie, ...)	5 000 000	1 250 000	1 250 000	1 250 000	1 250 000
67	FRAIS FINANCIERS	-	-	-	-	-
	FRAIS FINANCIERS	-	-	-	-	-
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENT	10 000 000	2 500 000	2 500 000	2 500 000	2 500 000
	AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	-	-	-	-	-
	AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	10 000 000	2 500 000	2 500 000	2 500 000	2 500 000
69	DOTATIONS AUX PROVISIONS	25 000 000	6 250 000	6 250 000	6 250 000	6 250 000
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	25 000 000	6 250 000	6 250 000	6 250 000	6 250 000
	TOTAL BUDGET D'EXPLOITATION	2 625 932 894	656 483 224	656 483 224	656 483 224	656 483 224

(ANNEXE 7) Etat récapitulatif des projets 2015

ANNEES	NOM DU PROJET	MONTANT			% part ins	ORIGINE DES RESSOURCES
		BUDGET TOTAL	PART PROJET	PART INS		
2015	ENV Harmonisé 2017	900 000 000	810 000 000	90 000 000	10%	
	Programme Statistiques Régionales	1 155 000 000	1 072 772 700	82 227 300	7,11%	
	CIPHIA	1 938 103 420	1 761 912 200	176 000 000	10%	
	Projet 2					
	Projet 3					
	Projet 4					
	Projet 5					
	Projet 6					
	Projet 7					
	Projet 8					
	Projet ...					
TOTAL GENERAL		-	-	348 227 300		

